

Brochure n° 3612

Convention collective nationale

IDCC : 7001. – **COOPÉRATIVES ET SOCIÉTÉS
D'INTÉRÊT COLLECTIF AGRICOLE
BÉTAIL ET VIANDE**

AVENANT N° 115 DU 25 AVRIL 2006 (1)

NOR : *AGRS0697102M*

IDCC : *7001*

Entre :

La fédération nationale de la coopération bétail et viande (FNCBV),

D'une part, et

L'union nationale des syndicats autonomes (UNSA) agriculture agro-alimentaire ;

La fédération générale agroalimentaire (FGA) CFDT ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et allumettes et des secteurs connexes (FGTA) FO ;

La confédération nationale des chauffeurs routiers et des salariés de France (CNSF) FNCR ;

Le syndicat national de la coopération agricole (SNCOA) CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Il est inséré dans la convention collective nationale de travail du 21 mai 1969 concernant les coopératives et SICA bétail et viande, un article 16 *ter* ainsi rédigé.

(1) La procédure d'extension de ce texte a été engagée.

Article 16 *ter*

Modalités d'accomplissement de la journée de solidarité

Compte tenu des spécificités locales ou propres à l'organisation de chaque entreprise, la fixation et les modalités d'accomplissement de la journée de solidarité instituée par la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 seront, dans la branche coopération bétail et viande, déterminées comme suit :

A défaut d'accord collectif d'entreprise ou d'établissement ou dans les entreprises non dotées de délégué syndical, après consultation du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel s'ils existent, l'accomplissement de la journée de solidarité pourra s'effectuer :

- soit par choix d'un jour précédemment non travaillé (sauf jour férié) ;
- soit par imputation sur les compteurs de modulation à due concurrence de 7 heures ;
- soit par recours au fractionnement en heures dans la limite de 7 heures.

Article 2

Dépôt. – Entrée en vigueur. – Extension

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur à compter de sa signature.

Il fera l'objet des formalités de dépôt prévues à l'article L. 132-10 du code du travail.

Les parties demandent son extension.

Fait à Paris, le 25 avril 2006.

(Suivent les signatures.)